

ODD 4 Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

MÉTADONNÉES

Cible 4.5 D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris, les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle.

4.5.6 Dépenses d'éducation par source de financement (publique, privée, internationale) en pourcentage du PIB

Définition

Dépenses d'éducation par unité de financement (sources publiques, privées, internationales) exprimées en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) au cours d'un exercice donné.

L'indicateur rend compte de :

1. Dépenses gouvernementales initiales pour l'éducation en pourcentage du PIB ;
2. Dépenses privées initiales d'éducation (ménages) en pourcentage du PIB ;
3. Dépenses privées initiales pour l'éducation (autres entités privées non éducatives) en pourcentage du PIB ;
4. Dépenses internationales d'éducation en pourcentage du PIB ;
5. Dépenses d'éducation (publique, privée, internationale) en pourcentage du PIB ;
6. Dépenses d'éducation (publique, ménages, APD) en pourcentage du PIB.

Les concepts utilisés dans cette définition sont définis dans les Comptes nationaux de l'éducation élaborés et publiés par l'UNESCO en 2016 et sont résumés ici.

- **Unité de financement (voir UNESCO 2016b:22)** : La NEA définit les unités de financement comme des « unités institutionnelles qui fournissent des ressources financières au domaine » de l'éducation. La NEA fait une distinction entre les unités de financement qui financent l'éducation et les unités de production qui dispensent l'éducation. Il peut s'agir de la même entité (par exemple : un ministère de l'Éducation), mais elles sont considérées séparément dans la NEA. La NEA propose la catégorisation suivante des unités de financement : (1) les administrations publiques qui incluent tous les niveaux de gouvernement), (2) le secteur privé et (3) le reste du

monde (international) comprend les financements externes, y compris ceux des partenaires de développement internationaux. Aux fins de cette proposition, le secteur privé inclut uniquement les ménages. En pratique, la définition des ménages devrait varier selon les pays et correspondre à ceux à partir desquels les données sur les dépenses sont collectées. Le reste du monde comprend l'aide au développement outre-mer (APD), qui suivrait la définition de l'OCDE, et l'aide hors APD. Le choix de suivre la définition de l'OCDE est également pragmatique étant donné que l'ARC de l'OCDE est la principale source de données sur les flux d'APD.

- **Financement initial (voir UNESCO 2016b:29)** : La NEA fait la distinction entre le financement initial et le financement final pour refléter le fait que les unités de financement peuvent transférer des fonds entre elles. Le financement initial comprend les dépenses directes d'éducation d'une unité de financement ainsi que les transferts vers d'autres unités réservées à l'éducation. Le financement initial exclut tous les transferts reçus destinés à l'éducation. L'objectif du financement initial est de comprendre quelle part de son financement il alloue, de sa propre initiative, à l'éducation.

But

Évaluer l'importance du financement public, privé et international de l'éducation par rapport à la richesse économique nationale. L'indicateur reflète l'engagement des secteurs public, privé et international à investir dans le développement du capital humain.

Méthode de calcul

Dépenses d'éducation ou dépenses initiales d'éducation (c'est-à-dire incluant les transferts payés mais excluant les transferts reçus, le cas échéant) au cours d'un exercice financier donné provenant d'une source de financement donnée (publique, privée, internationale), exprimées en pourcentage du PIB pour le même exercice financier.

$$XGDP_FS_{s,t} = \frac{X_{s,t}}{GDP_t}$$

Où:

$XGDP_FS_{s,t}$ = Dépenses d'éducation provenant des sources **de** financement en pourcentage du PIB au cours de l'exercice **t**

$X_{s,t}$ = Dépenses d'éducation ou dépenses initiales d'éducation provenant des sources **s** au cours de l'exercice **t**

GDP_t = Produit intérieur brut au cours de l'exercice **t**

s = *public, privé, international.*

Interprétation

Cet indicateur fournit une mesure comparative des dépenses d'éducation entre les trois sources de financement. En général, des valeurs élevées de l'indicateur dénotent un grand engagement en faveur

de l'éducation. Par exemple, des dépenses publiques élevées en matière d'éducation reflètent l'ampleur de la priorité politique du gouvernement en matière d'éducation.

Type de source de données

Données administratives, données d'enquêtes auprès des ménages (pour les dépenses privées), données financières des ministères des finances ou de l'éducation.

Désagrégation

Par source de financement (publique, privée –ménages ; autres entités privées-, internationale –APD ; non-APD-).

Données requises

L'Enquête de l'ISU sur l'éducation et l'Enquête de l'UOE collectent toutes les informations nécessaires pour calculer le financement initial des administrations publiques, le financement initial des ménages du secteur privé et l'APD ; cependant, dans la pratique, la couverture est généralement faible, en particulier pour le financement initial des ménages et pour les pays à revenu faible ou intermédiaire. En conséquence, des sources de données et des méthodologies alternatives sont définies ultérieurement.

La méthodologie suivante est basée sur les noms de variables décrits dans *le Manuel de collecte de données UOE de l'UNESCO (2020) 2020* et reflète les définitions utilisées par l'OCDE dans OCDE (2018). Il convient de noter que la définition du financement initial des administrations publiques correspond à la définition utilisée dans *le Manuel de statistiques de l'éducation comparables au niveau international de l'OCDE (2018)* (voir p. 114).

Tableau 1. Enquête de l'ISU sur l'éducation, sources de données de l'UOE et méthode de calcul

Indicateur	Méthode de calcul du numérateur (Les variables se réfèrent au manuel UOE - le dénominateur est le PIB et est décrit ci-dessous)
Dépenses publiques initiales pour l'éducation en pourcentage du PIB (%)	Dépenses totales des administrations publiques en matière d'éducation (G20) <i>moins</i> la somme des transferts au gouvernement provenant d'agences internationales et d'autres sources étrangères (F10) ¹
Dépense privée initiale (ménage) pour l'éducation en pourcentage du PIB (%)	Dépenses totales des ménages en éducation ² (H20)
Dépenses privées initiales (autres entités privées non éducatives) pour l'éducation en pourcentage du PIB (%)	Dépenses totales d'éducation des entités privées non éducatives (E20)
Dépenses internationales d'éducation en pourcentage du PIB (%)	SNPC de l'OCDE – APD affectée aux dépenses d'éducation (voir discussion ci-dessous)
	Dépenses internationales totales (F20) <i>moins</i> Reste du monde - APD

¹Les transferts internationaux au gouvernement sont enregistrés sous F6, F7, F8 ainsi que les dépenses directes des unités gouvernementales qui reçoivent les transferts (manuel UOE page 64).

² Les dépenses des ménages sont déclarées nettes des transferts gouvernementaux reçus (par exemple : allocations, etc.). Il convient de noter que les données déclarées par l'OCDE sont utilisées comme source de données privilégiée.

Dépense initiale totale d'éducation en pourcentage du PIB	La somme des cinq indicateurs ci-dessus (si les données sont disponibles pour les cinq)
Dépenses initiales totales en éducation (du secteur public, des ménages et de l'APD) en pourcentage du PIB	Comme ci-dessus mais à l'exclusion du secteur privé - financement initial de l'éducation hors ménage en pourcentage du PIB et du reste du monde - financement de l'éducation hors APD en pourcentage du PIB car pour la plupart des pays, ces valeurs ne sont pas observées.

Le tableau 2 présente les sources de données non UOE utilisées dans le calcul.

Tableau 2. Enquête sur l'éducation hors ISU ou sources de données UOE

Variable	La source de données
PIB	PIB actuel de la Banque mondiale en unités monétaires locales (indicateur NY.GDP.MKTP.CN)
APD du SNPC de l'OCDE	La somme de l'aide publique au développement (APD) et des autres flux officiels de décaissements bruts alloués à l'éducation déclarés au Système de notification des pays créanciers (CRS) de l'OCDE. Il convient de noter que les fonds non déclarés dans le SNPC de l'OCDE sont traités comme des hors APD (et ne seraient capturés que par le biais de la variable E20 de l'Enquête sur l'éducation de l'ISU/de l'Enquête UOE).

Étant donné que de nombreux points de données sont absents de la base de données de l'Enquête sur l'éducation de l'ISU/UOE pour le financement du secteur privé et les transferts internationaux, le tableau 3 présente les autres sources de données utilisées et l'ordre de priorité dans lequel elles sont utilisées. Lorsque d'autres sources de données sont utilisées, elles sont indiquées dans la note de bas de page du point de données de l'indicateur.

Tableau 3. Sources de données alternatives

Variable	Source de données alternative
Total des transferts internationaux au gouvernement (F10)	APD CRS OCDE : voir ci-dessus
Dépenses des ménages du secteur privé en éducation (H20)	Données d'enquête auprès des ménages : Le GEMR a estimé les dépenses des ménages du secteur privé sur la base de la proportion de la consommation des ménages allouée à l'éducation en utilisant les rapports d'enquête auprès des ménages ainsi que les données de l'IMHE sur la consommation des ménages en proportion du PIB (voir UNESCO 2022 : 398). Cette méthode a été étendue pour augmenter le nombre de pays par l'ISU.

Enfin, deux indicateurs de financement initial total sont présentés. Le premier, « Dépenses initiales totales d'éducation en pourcentage du PIB » est la somme des cinq sous-indicateurs précédents présentés dans le tableau 1. Cependant, étant donné la disponibilité des données sur le financement initial du secteur privé non-ménage et le reste des dépenses initiales, Le financement mondial hors APD est limité, un deuxième indicateur est présenté avec les principales sources de données, « Dépenses initiales totales en éducation (du public, des ménages et de l'APD) en pourcentage du PIB ».

Notez que pour la version actuelle des données, les dépenses gouvernementales initiales en matière d'éducation en pourcentage du PIB (%) sont déclarées uniquement si elles se situent entre 1 et 10 pour cent du PIB. Les autres indicateurs sont indiqués s'ils se situent entre zéro et 10 pour cent du PIB.

Limites

L'indicateur hérite de toutes les limitations liées à la déclaration des dépenses publiques générales pour l'éducation (ISU/UOE G20), voir les métadonnées liées à l'ODD 1.a.2 pour l'éducation. Des problèmes supplémentaires spécifiques à cet indicateur et à sa méthodologie existent également. Premièrement, l'ISU utilise l'estimation du PIB de la Banque mondiale, ce qui peut donner lieu à des estimations différentes du financement en pourcentage du PIB en fonction du dénominateur utilisé par d'autres organisations déclarantes. Deuxièmement, l'APD est définie comme les flux déclarés au SNPC de l'OCDE selon la définition de cet indicateur – cela s'explique par le fait que les données sur l'APD qui ne sont pas déclarées au SNPC ne sont pas facilement disponibles. Troisièmement, l'utilisation des sources de données d'enquêtes auprès des ménages pour estimer les dépenses totales des ménages consacrées à l'éducation est limitée par la comparabilité des dépenses déclarées des ménages entre les pays : celles-ci incluent des différences selon que les dépenses sont collectées pour un enfant spécifique ou pour le ménage dans son ensemble, des différences dans les périodes de rappel et différences dans les éléments inclus dans l'éducation sur lesquels les ménages sont invités à faire rapport. Ces limites sont décrites plus en détail dans le GEMR 2021/2022 (UNESCO 2022:398) et dans l'EFW 2022 (UNESCO et Banque mondiale 2022 :20). Enfin, les données sur les transferts des ménages vers l'État destinés à l'éducation (par exemple : les frais de scolarité payés aux universités publiques) qui sont enregistrées dans les budgets publics entraîneraient un double comptage (par exemple : enregistrées comme dépenses des ménages mais aussi comme dépenses publiques générales). L'examen des données BOOST de la Banque mondiale révèle que la disponibilité de ces données est assez limitée et que pour ceux où les revenus des ministères de l'Éducation sont disponibles, ils ont tendance à être assez faibles.

Les références

Manuel de l'OCDE (2018) pour des statistiques de l'éducation comparables au niveau international. Paris : OCDE

UNESCO (2020) *Manuel de collecte de données UOE 2020.* Paris : UNESCO

UNESCO (2022) *Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 2021/2 : Acteurs non étatiques dans l'éducation : qui choisit ? qui perd ?* Paris : UNESCO

UNESCO et Banque mondiale (2022) *Education Finance Watch.* Washington, DC : Banque mondiale